

<http://menouetsesvoisinsdargonne.fr/spip.php?article445>

L'histoire du numéro 11 Place du Général Leclerc.

- Revue N°44 -

Date de mise en ligne : samedi 26 septembre 2009

Copyright © Sainte Ménehould et ses Voisins d'Argonne - Tous droits

réservés

A Sainte-Ménéhould la place du Général Leclerc a eu de nombreux autres noms. A l'inverse des villages ruraux qui sont très attachés à la conservation du patrimoine et en particulier à la richesse historique et culturelle du nom des rues, les villes, très influencées par les différents régimes politiques, font valser les plaques des rues.

Pour s'y retrouver voici ce que Emile Baillon nous précise :

« A l'origine ce fut la Place Royale vers 1726, puis Place Napoléon le grand qui était encore ainsi dénommée en 1836, qui sera suivie par Place Louis XV, Place de l'Hôtel de Ville en 1939, Place du Maréchal Pétain en 1940, Place du Général de Gaulle en 1944, retour à la Place de l'Hôtel de Ville en 1945 et depuis 1948, Place du Général Leclerc. »

L'immeuble du 11 n'a pas changé de numéro, mais il a changé à plusieurs reprises de propriétaire pour prendre un nom propre ou un nom de fonction administrative. Il s'est appelé maison Lalle, puis sous-préfecture, puis Hôtel des Postes, Télégraphes et Téléphones pour être aujourd'hui, sans changer de propriétaire, « La Poste ».



Cet immeuble très cossu, photographié pour illustrer cette carte postale oblitérée en 1903, présente une architecture n'ayant que peu évolué jusqu'à nos jours. On remarquera de part et d'autre de la porte d'entrée les lanternes fonctionnant au gaz.



(1ère page de l'acte notarié)

A l'origine, sur cet emplacement, existait une maison appartenant à M. Jean Nicolas Clicquot, propriétaire demeurant à Hermonville dans l'arrondissement de Reims. La propriété fut vendue le 2 floréal an 11 à M. Jean Nicolas Chalons au prix de huit mille francs. Ce sera au décès de M. Chalons et suite à l'inventaire après décès dressé le 6 janvier 1851 par Maître Goubard notaire à Sainte-Ménéhould que cette maison deviendra la propriété de sa soeur Geneviève, de sa nièce et de ses neveux Varoquier. La demeure sera acquise immédiatement par M. Louis René Bournizet marchand tanneur de Sainte-Ménéhould moyennant le prix de seize mille francs le 11 février 1851. M. Bournizet s'empresse de faire démolir cette habitation pour édifier une autre maison. Le 3 octobre 1852 par-devant Maître Girot-Fournier d'Epense, M. Bournizet vend cette vaste maison alors en construction(voir la 1ère page de l'acte notarié). Le banquier Adolphe François David Lalle en est l'acquéreur pour la somme de quarante mille francs. Le descriptif démontre que l'immeuble est terminé dans ses structures, les trois niveaux sont identifiés par le nom fonctionnel de chaque espace. Le bâtiment est construit en pierre et en briques et couvert en ardoise. Il est évident que cet édifice est de la moitié du XIXème siècle [1] .

Jean-Baptiste Drouet 1er Sous-préfet de Sainte-Ménéhould en mars 1800 avait son hôtel d'administration au bout de la rue des Capucins aujourd'hui rue Gaillot Aubert (encore un changement de nom). Lors d'une convention de location pour 3 ans, signée le 19 juin 1851, entre M. Basile Carré docteur en médecine et le sous-préfet E. Guillaume de Sauville, voici la description de cet hôtel : maison, remise avec grenier sur le derrière de ladite maison, rue des Remparts , cave située dans la butte du Châtelet.

Les conditions sont :

- Versement d'un loyer principal de quinze cents francs.
- Contributions foncières, entretien des portes et fenêtres à la charge du propriétaire.

 Bien que le présent bail soit fait pour trois ans, l'autorité préfectorale pourra réduire la durée à deux années. Toutefois le propriétaire devra être averti par écrit six mois d'avance, c'est-à-dire au plus tard le 24 décembre 1852. L'ancien banquier connaît bien les affaires immobilières, faire du profit cela ne date pas seulement d'aujourd'hui. Par opportunité ou relation nous dirions aujourd'hui initié, il revend cet immeuble au département pour y transférer la sous préfecture . L'acte de vente est fait en l'étude de Maître Roussin-Laferrière de Sainte Menehould le 28 mai 1853. A l'analyse de ces dates de transaction M. Bournizet n'a pas eu vent de la perfidie de M. Lalle qui va réaliser une bonne plus-value de la cession de l'immeuble au département [2] pour cinquante mille francs.

La sous-préfecture quitte la rue des Capucins pour s'établir sur la Place de l'hôtel de ville. Des aménagements seront réalisés pour le logement du sous-préfet et pour la fonction administrative dévolue au service de l'arrondissement. Il faudra attendre le 4 avril 1868 pour qu'un portrait de Sa Majesté l'Empereur peint à mi-corps d'après Winterhalter, artiste allemand travaillant à la Cour de France, soit accroché dans le salon de la sous-préfecture. Le 29 avril 1870 le ministre des Beaux Arts offre le portrait de Sa Majesté l'Impératrice peint toujours par le même artiste. Vis-à-vis ou côte à côte le couple impérial ornera le cabinet du sous-préfet. Lors de l'occupation allemande, à partir d'octobre 1870 jusqu'au 30 mai 1871, les deux administrateurs prussiens qui se succédèrent à la sous-préfecture purent apprécier le talent de leur concitoyen. Cette période d'occupation terminée, l'administration française fut assurée par le sous-préfet Lambert à partir du 31 mai 1871. De nombreux sous-préfets lui succédèrent, il en fut ainsi jusqu'en 1926 date d'une réforme administrative. L'arrondissement de Sainte-Ménéhould est regroupé avec celui de Châlons par le décret du 10 octobre 1926, il sera reconstitué par le décret du 13 septembre 1940. Au cours de cette période, le Conseil Général de la Marne dans sa 1e session de 1934 expose : « L'hôtel de la sous-préfecture ayant été désaffecté, que son rétablissement ne semble pas pouvoir être envisagé, il serait souhaitable de l'aliéner, l'administration des P.T.T. envisageant son acquisition ». M. Pognant maire reconnaît : « depuis 1926 cet immeuble n'est plus occupé et dans un avenir très proche il menacerait ruine, car nous ne voyons guère la possibilité de ramener une sous-préfecture à Sainte-Ménéhould. Je suis obligé, quelque soit ma peine, de me rallier à la proposition présentée et d'envisager que la sous-préfecture soit aliénée ». Au siècle dernier le maire M Pognant conservait l'espoir du retour d'un Sous-préfet à Sainte- Ménéhould, .

[3]

Les P.T.T. étaient installés au 4 de la place du général Leclerc immeuble propriété de la Caisse d'Epargne. Ils achètent l'immeuble de la sous-préfecture le 31 janvier 1936 au prix de 60 000 francs. Au mois d'août 1937 il n'est toujours pas occupé, en mars 1938 le devis estimatif des travaux est approuvé pour la somme de 302 479,74 francs, les adjudications suivront en juin 1938. Les travaux sont importants. Le rez-de-chaussée est aménagé pour le service et l'accueil du public. Le transfert se fera au cours de la deuxième quinzaine d'avril 1939. Le personnel va découvrir un vaste local : le hall d'entrée distribue sur la gauche le bureau du receveur, à droite les guichets, au fond à droite l'arrivée et le départ du courrier et pour finir au fond à gauche l'espace réservé au téléphone et au télégraphe. L'entrée des facteurs se faisait par la cour accessible par la rue Gaillot Aubert.

Aujourd'hui une distribution fonctionnelle du local permet aux services de La Poste de recevoir les clients dans un lieu agréable, mais la délocalisation de certains services était inéluctable. Le service téléphonique fut déplacé en 1972 à l'extérieur lors d'une nouvelle génération de communication qui va supprimer l'emploi des dames du standard pour exploiter l'automatique. Le centre de distribution du courrier prit possession de la plate-forme aux Prages en 1998. Les facteurs partent de ce lieu avec les voitures jaunes pour sillonner la proche campagne argonnaise. L'ultième délocalisation fut la boîte aux lettres supprimée en 2008 et remplacée par une borne accessible en traversant la place.

Source : Archives Départementales séries P et Z.

[1] Il n'est pas du début du XX ème contrairement à ce qui a pu être déjà édité.

[2] L'acte de vente « origine de la propriété » ne mentionne nullement le nom de Jean Etienne contrairement à ce qui a pu être déjà édité.

[3] aujourd'hui certains caressent le même espoir mais ils sont contrariés par des controverses.